

LE SENS DU PEUPLE

Laurent Bouvet

Gallimard | *Le Débat*

2011/2 - n° 164
pages 136 à 143

ISSN 0246-2346

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-le-debat-2011-2-page-136.htm>

Pour citer cet article :

Bouvet Laurent , « Le sens du peuple » ,
Le Débat, 2011/2 n° 164, p. 136-143. DOI : 10.3917/deba.164.0136

Distribution électronique Cairn.info pour Gallimard.

© Gallimard. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Laurent Bouvet

Le sens du peuple

La préparation de l'élection présidentielle française de 2012 a récemment vu resurgir un acteur politique qui avait pu sembler un temps oublié : le peuple. Qu'il soit évoqué, convoqué ou invoqué par les candidats putatifs, son impérieuse reconquête est annoncée comme la grande stratégie par ceux qui veulent compter lors de cette élection. Il faut « aller au peuple », « le comprendre », « lui donner raison ». Est-ce vraiment une nouveauté ? Une élection présidentielle est toujours une affaire de rencontre, directe et immédiate, entre le peuple souverain et les candidats. La dernière en date, en 2007, a été le moment d'une très forte mobilisation électorale, à rebours de la tendance générale de montée de l'abstention. Sa nature même, son mode de scrutin mettent face à face celui ou celle qui s'y présente, en son nom propre, et les électeurs, non comme simple addition de citoyens mais comme un tout : à la fonction représentative traditionnelle de la démocratie, cette élection ajoute une dimension d'incarnation. L' élu

devenant le président de « tous les Français », selon la formule consacrée.

Pourtant, cette fois-ci, l'ampleur de la crise économique et sociale, la profondeur des inquiétudes et de l'affaissement moral, le sentiment d'un déclin national et européen semblent conférer au peuple une dimension nouvelle, une aura salvatrice ; comme si le sursaut ne pouvait passer que par lui, par son retour à l'avant-scène de la politique. Face à ce nouvel impératif, le danger a vite été perçu par les commentateurs les plus rodés et les plus blasés de la chose politique : le populisme. Faut-il vraiment solliciter ainsi le peuple, lui faire une telle confiance ? La démocratie moderne n'est-elle pas précisément le processus de sa civilisation, celui par lequel étant rendu « introuvable »¹ ses pires effets politiques sont neutralisés ? N'est-il pas cette masse obscure et dangereuse, cette populace que les Anciens,

1. Pierre Rosanvallon, *Le Peuple introuvable*, Gallimard, 1998.

déjà, craignaient comme une peste politique ? Et, plus encore, l'expérience totalitaire du *xx^e* siècle n'a-t-elle pas montré, définitivement, que l'on ne pouvait plus en appeler impunément à lui à l'âge des masses ?

Entre injonction populaire et danger populiste, le chemin est étroit. C'est pourtant celui de la démocratie contemporaine dès lors qu'elle est prise au sérieux, et non confisquée par ses élites de toutes sortes, au risque de leur condamnation sans discernement. Or ce chemin, c'est celui que la gauche française devra emprunter si elle veut non pas simplement gagner à nouveau une élection nationale mais gouverner dans la durée, non seulement le pays mais aussi la société. Sans ce « sens » du peuple, dont parlait déjà Michelet – à la fois sa signification, sa direction et sa raison –, la gauche peut en effet difficilement espérer être elle-même. Ainsi, par exemple, devrait-elle prendre conscience, à la manière de Jaurès à propos du patriotisme et de l'internationalisme, que si beaucoup de populisme éloigne de la démocratie, un peu en rapproche ; qu'il faudra, finalement, apprendre à apprivoiser celui-ci en le « dialectisant » plutôt qu'en le diabolisant.

Le peuple en crise

À l'âge de la mondialisation, de l'ouverture des frontières et du triomphe d'un individualisme consumériste, le peuple a vite fait d'apparaître comme une forme politique désuète, voire obsolète. Emportés par les naufrages du nationalisme, du communisme et, plus généralement, par la fin des grands récits et des affrontements idéologiques qui ont jalonné les *xix^e* et *xx^e* siècles, le peuple social (celui de l'émancipation économique par la lutte collective) comme le peuple national (celui de la reconnaissance identitaire exclusive) ont cessé d'être des références centrales

pour devenir l'apanage des marges de la politique, à gauche ou à droite. Seule la troisième figure du peuple contemporain, le peuple démocratique, celui de la communauté des citoyens souverains, semble avoir tenu bon jusqu'aujourd'hui mais non sans être à la fois dévoré de toutes parts par la passion de l'individualisme, comme l'avait annoncé Tocqueville, et souvent brandi de manière purement nominale, comme une forme institutionnelle obligée mais vide de tout contenu politique.

Or, la cohérence profonde des sociétés occidentales ces deux derniers siècles tenait à l'existence à la fois symbolique et réelle de ces trois peuples et à leur recoupement parfois conflictuel, mais toujours créateur de politique. La nation était le cadre et de la démocratie et de la solidarité ; le régime démocratique était le meilleur moyen de répondre à des revendications sociales antagonistes sans mettre à bas l'unité nationale, et la « question sociale » permettait d'organiser le débat politique sur une base d'intérêts rationnels et raisonnables en détournant les revendications identitaires centrifuges.

Ces trente dernières années, cette forme d'équilibre synthétique entre ces trois peuples issus des trois grandes « questions » posées aux sociétés contemporaines depuis la Révolution française s'est rompue. La marche forcée vers la mondialisation, la fuite en avant de la construction européenne, la perversion du matérialisme par le consumérisme ou encore les tentations identitaires de toutes sortes ont eu raison du fragile édifice dont la France et les Français ont, comme d'autres, bénéficié à plein pendant les décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale.

Aujourd'hui, les appels incantatoires au peuple viennent avant tout de cette dislocation, quelles que soient les intentions qui les animent.

L'émergence de nouvelles formes de populisme, en particulier, tient à ce sentiment d'inadéquation des formules institutionnelles non seulement à représenter des réalités ignorées par des élites considérées comme coupables et discréditées, mais encore à répondre aux difficultés de tous ordres qui s'avancent : qu'il s'agisse d'une économie antisociale, d'une ouverture des frontières destructrice de l'identité nationale ou d'une démocratie faussement représentative.

La double nature du populisme

Au-delà du caractère polysémique du terme et des nombreuses typologies possibles qui permettent d'en comprendre le sens², on constate que le populisme renvoie d'abord, dans son acception européenne – alors que ce n'est pas le cas aux États-Unis où le terme a une connotation beaucoup plus positive en référence au mouvement éponyme de la fin du XIX^e siècle –, aux heures les plus sombres de l'histoire du continent. Il fait immédiatement référence aux manipulations du désespoir populaire, à l'usage du peuple en vue de l'accomplissement de buts inavoués, à l'incantation d'une unité de celui-ci contre l'élite ou encore à son caractère nécessairement moral, voire purificateur. Bref, le populisme n'est ni une doctrine ni une idéologie définie *a priori*, mais plutôt un « style politique » qui colore de manière indélébile une idée ou un mouvement qui s'en réclame ou en use, qu'il s'agisse d'un conservatisme ou d'un progressisme, d'un mouvement révolutionnaire ou démocratique³.

La difficulté de compréhension du populisme tient aussi à ce que cette vision dépréciative n'épuise pas la richesse du sujet. Car le populisme peut aussi se lire comme un signal d'alerte, comme un cri politique poussé au nom du peuple,

comme un mal nécessaire de la démocratie. Comme si, finalement, le populisme était le nom, simplifié et englobant, pour dire les travers et les ambiguïtés de la démocratie moderne elle-même, celle des aspirations nationales et sociales à l'ère des masses. Dès lors, dans ce sens, non seulement le populisme est indispensable pour comprendre ce qui est à l'œuvre mais il est aussi pleinement légitime. Comme s'il n'en fallait pas trop, certes, mais tout de même un peu pour être véritablement démocrate.

Ce populisme comme critique avant de s'ériger en solution politique peut donc conduire à une saine interrogation sur nos pratiques démocratiques. Ainsi, par exemple, l'anti-élitisme que l'on retrouve à un titre ou à un autre dans tous les populismes peut-il faire figure, avant d'être une condamnation sans discernement de tout corps dirigeant, d'utile rappel adressé à ceux qui fixent les règles dans une société – de surcroît dans une démocratie où les règles sont réputées déterminées par le peuple. Et, de là, au fait qu'ils se doivent de les respecter aussi scrupuleusement que la manière dont ils exigent ce même respect de la part de ceux qui les subissent. Le populisme peut ainsi être interprété comme le symptôme de la perte du sens du peuple chez une élite politique dans une démocratie, là où le peuple sert précisément de référence.

2. Jacques Julliard en donne un bon aperçu dans son article « Populisme » (*Le Débat*, n° 160, mai-août 2010, pp. 250-258) à partir, notamment, de l'ouvrage de référence sur le sujet de Margaret Canovan, *Populism*, Londres, Junction Bock, 1981.

3. Sur la définition du populisme comme « style politique », voir la « Préface à la nouvelle édition » de Pierre-André Taguieff, *L'Illusion politique. Essai sur les démagogues à l'âge démocratique*, Flammarion, « Champs », 2007.

La gauche sans le peuple

C'est incontestablement à gauche que cette perspective de détachement du peuple pose le plus de problèmes, compte tenu du caractère indissociable des deux occurrences et, pour une large part, des réalités sociales auxquelles elles renvoient – dans l'histoire politique contemporaine. La gauche sans le peuple ne saurait en effet être véritablement la gauche. Plus encore que pour toute autre force politique, l'éloignement du peuple est considéré, à gauche, comme un reniement, une perte ou un crime. Aussi la prétention de représenter, voire d'incarner, à soi seul le peuple fut-elle courante dans l'histoire de la gauche. Elle a même suscité des conflits violents entre les forces qui s'en réclamaient, dont le plus important fut celui opposant le communisme au socialisme démocratique au ^{xx}e siècle.

La fin du communisme en 1989 a en quelque sorte réglé cette question de la légitimité historique de la social-démocratie à incarner l'héritage du mouvement ouvrier – même si la contestation de l'extrême gauche est parfois encore virulente en la matière, elle ne pèse plus guère que du poids des maigres avant-gardes qu'elle projette d'élection en mouvement social. Toutefois, et paradoxalement, en acquérant une quasi-hégémonie politique dans le champ de la gauche de gouvernement, le socialisme a perdu une bonne part de la confiance populaire dont il jouissait dans les régimes sociaux-démocrates européens – ceux d'Europe du Nord au sens strict mais, plus généralement, là où le fameux « compromis social-démocrate » avait su entremêler démocratiquement pendant des décennies les intérêts économiques et les aspirations sociales d'une vaste classe centrale de travailleurs dans le cadre national.

À partir des années 1990-2000, la social-

démocratie en Europe aurait ainsi perdu la confiance populaire, et donc peu à peu le pouvoir, parce qu'elle n'aurait pas su se distinguer du libéralisme économiquement dominant. Les sociaux-démocrates devenus des sociaux-libéraux en suivant notamment le modèle de l'époque, le New Labour de Tony Blair, n'auraient non seulement pas mieux géré leurs pays que la droite, mais encore ils auraient accepté massivement les dérives de l'économie de marché : mondialisation, dérégulation, privatisation, financiarisation, délocalisation, flexibilisation du travail, etc. Et même une fois rejetés dans l'opposition, tout en se remettant à « parler à gauche », ils n'en auraient pas moins continué de penser en libéraux. Bref, la social-démocratie aurait trahi son *ethos* en même temps que sa base sociale par dérive droitière – comme à son habitude, pourrait ajouter l'observateur attentif de l'histoire de la gauche⁴.

Si cette explication de la perte du sens du peuple par la brouille des repères économiques et sociaux, la plus courante, est en partie vraie, elle n'en demeure pas moins largement insuffisante. À la fois parce que l'inventaire des résultats économiques et sociaux de la social-démocratie européenne ces vingt dernières années est bien évidemment plus contrasté qu'il n'y paraît – sans même parler des importantes différences nationales qu'on laisse volontairement ici de côté –, et parce que la mise en avant de tels critères pour juger de l'action publique conduit à passer à côté, sinon de l'essentiel, du moins du niveau plus fondamental auquel se joue l'évolution politique des sociétés contemporaines. L'enjeu populaire pour la social-démocratie

4. Voir notamment sur ce point Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, *L'Ambition et le Remords. Les socialistes français et le pouvoir (1905-2005)*, Fayard, 2005.

dépasse désormais très largement la simple considération de sa plus ou moins grande conversion au libéralisme dans le domaine économique et social, il touche par exemple à l'impensé libéral de la gauche en matière culturelle et morale⁵, à son adhésion sans coup férir au multiculturalisme non comme un simple fait social, mais comme une véritable idéologie de substitution à celle, perdue, de l'égalitarisme⁶. On remarquera, au passage, que s'en tenir à cette forme dominante d'économicisme pour tenter d'expliquer leurs échecs comme leurs succès n'a pas beaucoup aidé jusqu'ici les dirigeants de gauche. C'est donc plus fondamentalement en termes de « valeurs » ou de préconditions (du modèle économique et social) que cet enjeu doit être pensé.

Ne serait-ce que parce que des forces politiques de droite et d'extrême droite ont visiblement compris tout l'intérêt qu'il y avait à dépasser cet economicisme en mettant en avant des considérations identitaires. Au cours de la dernière décennie, ces forces politiques ont rencontré, partout en Europe et souvent avec profit sur le plan électoral, des aspirations populaires qui ont été délaissées par la gauche : le travail, bien sûr, mais aussi l'identité nationale, le modèle d'autorité social-familial, le sens de l'appartenance et de la protection collective, etc. Des aspirations, et donc des valeurs, que la gauche, voyant dériver par pans entiers les couches populaires qui la soutenaient traditionnellement, s'est peu à peu habituée à dénoncer comme populistes, oubliant ainsi ce qu'elles avaient de populaire.

C'est de là que l'on peut dater, et déplorer, l'absence de tout sens dialectique quant au populisme de la part d'une gauche, sinon aveugle, du moins borgne. Précisément du rejet d'aspirations populaires désormais considérées comme *a priori* dangereuses. Ce rejet s'est opéré dans un double mouvement : d'une part, la stigmatisa-

tion de la figure populaire nationale comme d'un « Dupont Lajoie » raciste, xénophobe, sexiste et homophobe⁷ ; et, d'autre part, l'exaltation de la différence identitaire culturelle comme d'un bienfait en soi pour la société. Les « petits Blancs » repérés depuis longtemps aux États-Unis ont en quelque sorte subi un double abandon de la part de la gauche au moment même où la crise économique les frappait de plein fouet (chômage de masse, précarité...) alors qu'ils étaient en contact de plus en plus étroit avec un processus de « multiculturalisation » de fait de la société (compétition pour le travail non qualifié, délimitation de zones d'habitation non choisies, concurrence dans l'accès aux biens sociaux fondamentaux, etc.)⁸.

À titre d'exemple, on trouve une illustration frappante de cette évolution dans la réorientation en France, à partir des années 1980 et sous les gouvernements de gauche en particulier, de nombreuses politiques publiques (culture, ville, logement, éducation...) dont l'objectif a été, plus ou moins implicitement selon les cas, la reconnaissance et la valorisation des différences et des identités plutôt que leur intégration *mezza voce* dans un ensemble commun. Or depuis cette époque, et même si ce n'est pas dû spécifiquement à ces politiques publiques, la situation économique et sociale des catégories populaires s'est profondément dégradée (accroissement des iné-

5. Laurent Bouvet, « Les contradictions de l'antilibéralisme », *Le Débat*, n° 159, mars-avril 2010, pp. 155-158.

6. On trouve un aperçu radical de cette thèse de la « substitution » de la diversité culturelle à l'égalité sociale dans Walter Benn Michaels, *La Diversité contre l'égalité*, trad. de l'anglais, Raisons d'agir, 2009.

7. *Dupont Lajoie* est le titre d'un film d'Yves Boisset (1975) qui met en scène un personnage de ce type.

8. Les travaux du géographe Christophe Guilluy sur la France péri-urbaine donnent un bon aperçu de cette évolution. Voir notamment ses *Fractures françaises*, Bourin Éditeur, 2010.

galités salariales et de revenus, généralisation du sentiment de déclassement, absence de mobilité sociale...). Et les éléments identitaires et culturels qui auraient pu leur permettre de continuer à se reconnaître comme partie prenante de la société ont été présentés non seulement comme ringards et dépassés, mais encore comme dangereux parce qu'à la fois responsables historiquement de la domination de minorités distinctes (sexisme, homophobie, colonialisme, racisme...) et coupables de discriminations *hic et nunc* à l'égard de ces mêmes minorités.

Retrouver le sens du peuple

Aujourd'hui, et dans la perspective de l'élection présidentielle de 2012, la gauche française doit donc interroger à nouveaux frais cette histoire récente afin d'en comprendre les conséquences sur sa situation politique. C'est-à-dire non seulement l'éloignement du pouvoir national mais encore la perte durable de toute hégémonie sur la société au sens gramscien. De plus, elle doit désormais faire face à une menace néo-populiste qui se précise en la personne de Marine Le Pen. Une menace qui, au-delà des atours traditionnels du populisme d'extrême droite (anti-élites, anti-Europe, anti-immigration, sécuritarisme...), s'appuie ouvertement sur les ambiguïtés et les incohérences de l'idéal multiculturaliste de la gauche afin de convaincre de nouveaux électeurs de se tourner vers le Front national. Dans cette circonstance, continuer de défendre sous différentes formes et à travers différentes propositions de politiques publiques un droit à la différence, voire un devoir de diversité des « minorités », qu'il s'agisse, pêle-mêle, des femmes, des homosexuels ou des immigrés de confession musulmane, pourrait s'avérer dévastateur politiquement.

Marine Le Pen a en effet choisi de rompre avec la rhétorique traditionnelle de son père sur ce thème (le FN était jusqu'ici contre l'idée même de minorité multiculturaliste) en s'opposant spécifiquement aux immigrés « d'origine musulmane » au nom de la menace qu'ils font peser sur les droits individuels post-matérialistes et la laïcité⁹ ! Et tout cela en s'emparant sans vergogne des proclamations économiques et sociales traditionnelles de la gauche : plus d'égalité, de service public et d'État. Le risque n'est dès lors plus seulement celui d'un « gauchisme » tel qu'il a été théorisé il y a une quinzaine d'années par Pascal Perrineau ou même de l'« ouvriéro-lepénisme » de Nonna Mayer¹⁰, il s'agit désormais d'une menace qui pèse sur le cœur de l'électorat restant de la gauche de gouvernement française : les catégories moyennes et supérieures urbaines et diplômées.

Face à cette menace et, bien entendu, à une droite à nouveau emmenée par un Nicolas Sarkozy qui ne se privera pas d'utiliser, lui aussi, les leviers du populisme qu'il avait déjà actionnés en 2007, la gauche est au pied du mur. L'absence de toute réflexion de fond pendant des années sur les questions dites, bien improprement, « de société » se fait sentir. Or ce ne sont ni les projets fiscaux, si audacieux soient-ils¹¹, ni

9. Le journaliste anglais Ed West a trouvé une formule qui résume parfaitement cette évolution des mouvements néo-populistes européens que semble désormais suivre Marine Le Pen : les islamophobes libertariens contre les anti-homosexuels de toutes religions (« The Future of Right-Wing Politics – “Libertarian Islamophobes” or Inter-Faith Gay-Bashers? », *Daily Telegraph*, 9 juin 2010).

10. Pascal Perrineau est le premier à employer l'expression dans le collectif qu'il a codirigé avec Colette Ysmal, *Le Vote en crise* en 1995 (Presses de Sciences Po). Nonna Mayer a développé la thèse d'un « ouvriéro-lepénisme » dans *Ces Français qui votent FN* en 1999 (Flammarion).

11. Comme celui que présentent dans leur récent ouvrage Camille Landais, Thomas Piketty et Emmanuel Saez, *Pour une révolution fiscale : un impôt sur le revenu pour le XXI^e siècle*, Éd. du Seuil, 2011.

la démultiplication des programmes sociaux pour tous les âges de la vie ainsi que le propose le parti socialiste dans son projet sur « l'égalité réelle », ni même l'usage aléatoire de notions puisées dans les sciences sociales anglo-saxonnes comme le *care* qu'a avancé Martine Aubry¹², qui permettront d'apporter une solution politique durable. Si gagner l'élection est toujours possible dans une conjoncture donnée, gouverner dans le temps est un exercice bien plus difficile sans un projet correspondant à une vision d'ensemble de la société répondant de manière cohérente et convaincante à la variété des demandes sociales.

Les pistes que pourrait suivre un tel projet de « reconquête du peuple » par la gauche se dessinent néanmoins assez clairement, même si ce n'est qu'en creux pour le moment, à la lecture de l'évolution actuelle en France et en Europe. Un premier élément de ce projet, le plus évident et le plus débattu aujourd'hui, consistera certainement en la définition d'une politique volontariste de forte réduction des inégalités creusées depuis des années : entre revenus, entre situations face au travail, entre zones d'habitat (ville, banlieue, péri-urbaine, rurale), entre possibilités offertes concernant les grands biens sociaux (éducation, environnement, santé, culture...), etc. La situation est connue et les projets pour y remédier abondent. À titre d'exemple, on évoquera l'idée de supprimer les rentes indues sous toutes leurs formes en indemnisant les « perdants » ou encore la lutte prioritaire contre les effets dévastateurs de l'individualisme réduit à un matérialisme consumérisme, celui du « Monstre doux » mis en exergue par Raffaele Simone, qui font partie des solutions envisageables très rapidement¹³. Mais si c'est un point essentiel d'un projet de gauche, il ne saurait suffire et n'épuise pas la question, car les préconditions politiques,

sociales et culturelles d'un tel changement de stratégie économique sont nombreuses.

Un second enjeu renvoie à l'équilibre nouveau qu'il faudra trouver dans les années à venir entre le cadre national et le cadre européen. La période de la construction européenne par les grands traités communautaires semble révolue et l'Europe politique n'est pas advenue. Elle n'est pas devenue cet espace « post-national » qui devait protéger les puissances européennes désormais moyennes des effets de leur déclin, elle n'a pas servi de bouclier contre les effets de la mondialisation, mais plutôt de cheval de Troie de celle-ci. Le retour conjoint des débats sur le protectionnisme et l'utilité d'une monnaie unique, d'une part, sur l'identité nationale, de l'autre, dans des pays aux frontières « ouvertes » montre que la perspective européenne ne pourra plus s'inscrire dans la continuité de ce qui s'est déroulé ces cinquante dernières années. L'Europe pourra difficilement désormais se faire, selon la formule consacrée, « contre les peuples ».

Un tel projet ne pourra pas non plus faire l'impasse sur la remise en question profonde par la gauche de son idéal en forme d'illusion qu'est le multiculturalisme. Pour les nombreuses raisons déjà évoquées ici, mais aussi parce que ériger en doctrine politique un fait social, même majeur, tel que la composition de plus en plus multiculturelle des sociétés européennes du fait de l'immigration massive (de travail puis familiale) d'origine extra-européenne est une erreur lourde de conséquences. La valorisation de la différence identitaire de l'individu et l'appel normatif

12. Le texte sur « l'égalité réelle » du ps est consultable en ligne à l'adresse suivante : <http://www.parti-socialiste.fr/articles/egalite-reelle-les-propositions-adoptees>.

13. Voir Jacques Delpla et Charles Wyploz, *La Fin des privilèges. Payer pour réformer*, Hachette Littératures, 2007, et Raffaele Simone, *Le Monstre doux. L'Occident vire-t-il à droite ?*, trad. de l'italien, Gallimard, 2010.

à la reconnaissance de certains groupes désignés comme « minorités » dans l'espace public ont conduit une grande partie de la gauche à considérer que le multiculturalisme pouvait être une solution à la crise identitaire multiforme que vivent les sociétés européennes depuis la fin des années 1960, plutôt qu'un problème social à résoudre pour espérer en sortir. Tout cela a aussi entraîné la gauche vers des formes de libéralisme culturel et moral – vers un individualisme identitaire notamment – en contradiction ouverte avec l'affichage de son antilibéralisme économique et social.

Enfin, on peut également imaginer un nouveau fil narratif qui permettrait d'unifier, lors d'une campagne présidentielle, par exemple, en adéquation avec la personnalité du candidat, cette quête du sens du peuple. L'inspiration pourrait

alors se trouver du côté de George Orwell lorsqu'il évoque l'idée de « décence ordinaire » (*common decency*) à propos du peuple, précisément. Un peuple dans lequel il voit un mélange de qualité morale, de tenue dans le comportement social et d'estime de soi¹⁴. Un peuple du bon populisme, celui, justement, que la gauche pourrait utilement se réapproprier pour faire pièce au mauvais qui émerge de manière toujours plus saillante en temps de crise, pour gagner les élections nationales et, surtout, pour gouverner durablement la société en conformité avec ses valeurs.

Laurent Bouvet.

14. George Orwell, *Essais, articles et lettres*, trad. de l'anglais, Ivrea/L'Encyclopédie des nuisances, 1995.